

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

**PROJET D'ALLOCUTION DE S.E.M. SOUMEYLOU BOUBEYE MAIGA,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE,
A L'OCCASION DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE DU SYMPOSIUM
DE HAUT NIVEAU « ORIENTER LA COOPERATION POUR LE
DEVELOPPEMENT VERS LES OMD : EFFICACITE ET RESULTATS »
BAMAKO, 5-6 MAI 2011**

**Monsieur le Ministre du Plan de la République Démocratique du Congo,
Monsieur le Ministre de l'Education, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales,
Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances,
Monsieur le Ministre délégué chargé du Budget,
Monsieur le Président du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC),
Mesdames, Messieurs les membres du Corps diplomatique et Consulaire,
Mesdames, Messieurs les représentants des Organismes internationaux,
Mesdames et Messieurs les représentants des Institutions de la République,
Mesdames, Messieurs les représentants des Services centraux,
Chers invités ;**

Chers invités

Je voudrais tout d'abord, au nom du Peuple et du Gouvernement de la République du Mali, remercier les participantes et les participants particulièrement toutes celles et tous ceux qui ont bien voulu quitté leurs familles et leurs pays pour participer à ce Symposium de réflexion et d'échange.

Terre d'accueil séculaire, le Mali vous souhaite la bienvenue et vous offre sa légendaire hospitalité tout au long de votre séjour.

Chers invités

Conjointement organisé par le Gouvernement du Mali et le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies, le **Symposium de haut niveau, qui est placé cette année sous le thème « Orienter la coopération pour le développement vers les OMD : efficacité et résultats »**, vise principalement à contribuer à la préparation de l'édition 2012 du Forum des Nations Unies sur la Coopération en matière de Développement en cicle DCF.

Chers invités,

Le Forum des Nations Unies sur la Coopération en matière de Développement (DCF), **faut-il le rappeler**, a été créé en 2005 par le Sommet Mondial des Nations Unies. Il se tient tous les deux ans depuis 2008 dans le segment de haut niveau du Conseil Economique et Social (ECOSOC).

Le Forum a pour mandat **de suivre les tendances et les progrès de la coopération internationale pour le développement et de renforcer la cohérence entre les différents acteurs.**

Il offre une plateforme permettant aux Etats membres, aux Organisations Non Gouvernementales, aux Municipalités, aux Parlements et au Secteur privé d'échanger sur les enseignements tirés de la coopération pour le développement, en particulier dans le domaine de la quantité, de la qualité et de l'efficacité de l'aide et sur la cohérence des politiques mise en œuvre.

Chers invités,

Au moment où s'achève la deuxième phase de l'évaluation globale de la Déclaration de Paris en vue de préparer le quatrième Forum de haut niveau prévu à Séoul (République de Corée) en 2011, il est aisé de partager avec vous l'expérience remarquable du Mali et de ses Partenaires Techniques et Financiers dans la recherche d'une meilleure coordination et efficacité des interventions.

En effet, d'importants changements sont intervenus dans l'attitude des Partenaires Techniques et financiers en termes d'appuis et de renforcement du dialogue sur la coordination de l'aide.

Chers invités,

En matière d'appuis, le Gouvernement a placé l'appui budgétaire au centre de sa coopération financière avec les Partenaires Techniques Financiers. Il a développé une architecture à trois étages dont un accord-cadre général concernant les appuis budgétaires dans leur ensemble et couvrant tous les types d'appui budgétaire (général et sectoriel). Cet accord fixe les principes généraux qui régissent l'appui budgétaire, notamment en matière d'engagements réciproques et de modalités de mise en œuvre.

Quant aux accords spécifiques, ils concernent un accord pour l'appui budgétaire général en faveur du CSLP/CSCR et des d'accords d'appuis budgétaires sectoriels (santé, développement social, éducation et formation professionnelle, réforme de l'État, décentralisation).

Il y existe enfin des accords bilatéraux avec chaque Partenaire Technique Financier intervenant dans l'appui budgétaire (général ou sectoriel).

Chers invités,

Quant à la coordination de l'aide, il me plait particulièrement de relever les avancées notoires ci-après :

- la mise en place d'un organe interministériel intitulé « Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide (SHA) et du Pool Technique des PTF en 2007,
- l'adoption en Conseil des Ministres en avril 2007 du Plan National d'Actions sur l'Efficacité de l'Aide (2007- 2009),
- la Signature conjointe, le 07 décembre 2009 par le Gouvernement du Mali et Quatorze (14) Partenaires Techniques et Financiers, de la Stratégie Commune d'Assistance Pays - SCAP (2008-2011) assortie d'un Plan d'Action,
- l'adhésion du Mali en tant que « Pays volontaire » à la Réforme du Système des Nations Unies.

En outre, la Société civile malienne s'organise et prend de plus en plus sa place dans la discussion autour de l'efficacité de l'aide.

Chers invités,

Le besoin d'évaluer les résultats de l'aide sur le développement est devenu une préoccupation partagée. En effet, **l'obtention de résultats sur le front du développement et la communication de ces résultats** ont été inscrites au rang des priorités à Accra. Rendre l'information accessible aux acteurs du développement à tout moment contribue à garantir la transparence et à améliorer la gestion de l'aide. Les citoyens et les contribuables de tous les pays espèrent des résultats tangibles des efforts déployés dans le domaine du développement. Il est nécessaire, de démontrer que les actions entreprises ont des effets positifs sur leurs conditions de vie, d'utiliser l'information sur l'aide dans le but d'améliorer l'analyse et la prise de décision.

C'est pourquoi, Chers participant, je vous exhorte à débattre avec pragmatisme des différentes approches visant à renforcer :

- les résultats de l'aide et son impact sur le développement,
- l'efficacité et les résultats de la coopération pour le développement dans les Pays les Moins Avancés,
- et enfin, le rôle que peut jouer la responsabilité mutuelle entre donateurs et bénéficiaires dans la promotion des résultats et de l'impact de l'aide.

Chers invités,

Les recommandations issues de Bamako devraient contribuer de manière significative non seulement à la Conférence d'Istanbul sur les Pays les Moins Avancés devant se tenir dans quelques jours, mais aussi au Forum des Nations

Unies sur la Coopération en matière de Développement prévu en 2012. Enfin, il devrait enrichir les préparatifs du Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra la même année en Corée.

Sur ce, je voudrais réitérer la détermination et l'engagement sans faille du Gouvernement à consolider le dialogue avec les Nations Unies, et à faire autant que nécessaire échos de vos recommandations qui permettront, j'en suis sûr, de relancer la Coopération au développement en faveur des PMA.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert les travaux du le **Symposium de haut niveau « Orienter la coopération pour le développement vers les OMD : efficacité et résultats ».**

Je vous remercie.